



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2821
26 août 2022
1,50 € • DOM: 2€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

**Le journal
d'Arlette Laguiller**

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Guerre, incendies, vie chère

Un système de plus en plus fou !



Kharkiv, en Ukraine, le 18 août.

STRINGER REUTERS

Rentrée de Macron

**Contre le monde
du travail**

Page 3

Grande- Bretagne

**La grève prend
de l'ampleur**

Page 12

Accidents du travail

**Pas de trêve
estivale**

Page 11

Leur société

- La rentrée de Macron : contre le monde du travail 3
- Mayotte : Darmanin souffle sur les braises 3
- Rentrée des classes : les ministres passent, les moyens trépassent 4
- Allocation de rentrée : petite prime, basse politique 4
- Pédopsychiatrie : des choix criminels 4
- Pas de vacances pour les enfants des classes populaires 4
- Logement : de plus en plus cher 5
- Charges : locataires HLM rançonnés 5
- Prix alimentaires : Carrefour positive ses profits 5
- Karting à Fresnes : en piste pour un tour de démagogie 5
- RSA : stages bidon, mépris réel 8
- Apprentissage : des formations qui rapportent gros 8
- Doctolib : profits 2.0 et rebouteux.com 8
- Variole du singe : toujours le virus du profit 9
- Jets privés : paroles en l'air 9
- Gestion de l'eau : le système coule 9

Dans le monde

- Algérie : incendies et désengagement de l'État 6
- Arabie saoudite : l'ami barbare de l'impérialisme 6
- Israël : silence, on tue ! 6
- Russie - Ukraine : une guerre qui « semble devoir durer » 7
- États-Unis : quand les droits des femmes reculent 7
- Grande-Bretagne : la vague de grèves prend de l'ampleur 12

Dans les entreprises

- Les morts du charbon : rouge du sang des mineurs 10
- En France aussi 10
- Cars scolaires : des salaires insuffisants 10
- Échos d'entreprises 10
- Accidents du travail 11
- Météo-France 11

Agenda

- Lutte ouvrière à votre rencontre 12
- Fêtes régionales 3

Ne pas accepter de se sacrifier pour un système de plus en plus fou

Rebondissements et menaces d'emballlement de la guerre en Ukraine; jeu de poker menteur autour de la centrale nucléaire de Zaporijjia; canicule, incendies, sécheresse et orages dévastateurs; flambée des prix : loin d'être une parenthèse enchantée, la période estivale n'a cessé de nous rappeler les périls qui nous guettent.

Chacune de ces catastrophes atteste de la faillite de la classe dirigeante: les capitalistes qui dominant l'économie et les politiciens à leur service sont incapables d'assurer un avenir viable à l'économie et à la société. Il ne s'agit pas d'incompétence ni même d'une question morale.

Bien sûr, la cupidité et l'individualisme de la grande bourgeoisie sont révoltants. Les milliardaires Arnault et Bolloré ont mérité le scandale autour de l'utilisation des jets privés. Alors que la population est appelée à la sobriété énergétique, le jet de Monsieur Bolloré a émis autant de CO₂ en un jour qu'un automobiliste en dix ans! Mais la capacité de nuisance des capitalistes se situe à un tout autre niveau.

On peut reprocher au PDG de TotalEnergies, Patrick Pouyanné, de multiplier les vols en jet privé et d'avoir doublé son salaire, alors même qu'il a appelé la population à réduire sa consommation d'énergie dans une tribune publiée dans la presse en juin dernier. Mais c'est en dirigeant Total selon les règles capitalistes, c'est-à-dire en faisant passer les profits avant les hommes et la préservation de l'environnement, qu'il fait le plus de dégâts.

Ce n'est donc pas seulement les jets privés qu'il faudrait interdire, mais aussi le droit d'une minorité de capitalistes d'exploiter la majorité de la population et de mettre la planète en coupe réglée.

La grande bourgeoisie et ses politiciens ne peuvent pas organiser harmonieusement la vie sociale, parce que le système qui les enrichit et qu'ils défendent bec et ongles consiste à exploiter les hommes et la nature, jusqu'à leur extrême limite, et parfois jusqu'à leur destruction.

Les crises économiques que nous subissons, la spéculation et l'envolée de certains prix sont les fruits de la recherche effrénée du profit par une minorité de capitalistes. Les guerres sont le prolongement de la concurrence folle à laquelle se livrent les grands groupes et les États à leur service. Les inégalités, les déséquilibres et les

conflits entre pays et au sein de chacun d'eux sont en permanence alimentés par l'exploitation, la domination du grand capital et l'impérialisme.

Tant que ce système perdurera et que la grande bourgeoisie dominera, nous serons condamnés aux crises et aux guerres, et c'est avec notre peau que nous les paierons.

Vendredi dernier, dans un discours martial à Bormes-les-Mimosas, Macron a insisté sur les menaces que fait planer la guerre en Ukraine, «une guerre qui tonne à nos portes». Il a solennellement appelé la population à «accepter de payer le prix de notre liberté et de nos valeurs». En clair, il nous promet du sang et des larmes.

Ce ne sont pas des mots en l'air. Le monde change... en pire. Plus les crises s'aggravent et se cumulent, plus les attaques contre le monde du travail sont brutales. Car si les dirigeants sont impuissants à juguler les crises, il est en leur pouvoir de les faire payer aux travailleurs.

Alors, en cette rentrée, il faut s'attendre à une offensive tous azimuts contre le monde du travail. La hausse des prix, alors que ni les salaires ni les retraites n'augmentent dans la même proportion, est déjà une attaque d'ampleur contre les classes populaires. Parler de sobriété énergétique est d'ailleurs déplacé quand des millions de familles populaires en sont à se priver pour se nourrir ou n'ont pas assez d'argent pour avoir une voiture ou un logement correct.

Macron a aussi annoncé un recul de l'âge de départ à la retraite et une nouvelle réduction des droits au chômage.

Il ne faut pas accepter ces nouveaux sacrifices. Les travailleurs devraient se priver et laisser la grande bourgeoisie profiter de la crise et même l'alimenter en provoquant des pénuries et des guerres?

C'est en nous battant pour que la société réponde aux besoins des travailleurs que l'on trouvera le chemin pour maîtriser l'économie et en finir avec les fléaux qui compromettent l'avenir de l'humanité.

La série de grèves très suivies dans une Grande-Bretagne qui n'avait plus connu de mouvements d'ampleur depuis des décennies montre la puissance des travailleurs s'ils renouent avec la force des luttes collectives. En cette rentrée, inspirons-nous de cette combativité retrouvée!

Nathalie Arthaud



Un bâtiment détruit de l'université de Kramatorsk, en Ukraine, le 19 août.

La rentrée de Macron : contre le monde du travail

Malgré la suffisance du président et de ses ministres, leur imprévoyance est évidente. Rien n'était prévu contre les incendies, rien pour prévenir les pénuries d'eau, rien pour la rentrée scolaire, rien pour les services d'urgences, etc. Le gouvernement ne fait preuve de professionnalisme que dans le seul domaine de la guerre sociale.

L'attaque est en effet prévue et préparée. Obligation de travail pour les titulaires du RSA, réduction des indemnités de chômage et relèvement des critères pour y avoir droit, recul de l'âge de la retraite sont au programme. Il n'est certes pas difficile de faire approuver ces projets par le patronat, grand, moyen et petit. Il n'y trouve en effet que des avantages, depuis la pression générale sur les salaires jusqu'à la fourniture de main-d'œuvre gratuite. Mais Macron voudrait bien aussi faire passer ces mesures auprès de la masse des exploités qui, pourtant, ont tout à y perdre.

Aussi aux arguments pseudo-économiques et aux calculs invérifiables s'ajoutent les reportages sur les patrons qui ne trouvent pas de salariés, les campagnes sur la nécessité de travailler plus, plus longtemps et, pourquoi pas, pour moins cher, les flots de larmes patriotiques sur la compétitivité des entreprises françaises.

C'est une campagne politique visant à tenter de diviser les exploités entre les embauchés et les précaires, les permanents et les saisonniers, ceux qui ont un contrat et ceux qui en cherchent un, les jeunes et les vieux. Le pouvoir veut

aussi opposer entre elles toutes les catégories, multipliées à l'infini, de ceux qui ont droit, ou non, à telle ou telle aide. Si les aumônes n'ont jamais réellement servi à ce qu'elles sont censées être, elles constituent en revanche le terrain rêvé de la zizanie, et c'est aussi pour cela qu'elles existent.

Aucun travailleur n'a en effet exactement la même

situation que son voisin de palier, sa collègue de travail célibataire ou mère de famille nombreuse, son oncle handicapé, son cousin de Bretagne ou sa tante restée au Mali. Mais tous ont en commun de faire partie de la grande classe des producteurs, de ceux qui font tout fonctionner et qui sont aussi indispensables qu'ils sont interchangeables et que leur situation est, en fait, précaire.

Masquer ce fait, faire disparaître l'unité de la classe travailleuse, fait partie du travail que la classe possédante attend de Macron.

Paul Galois



Mayotte: Darmanin souffle sur les braises

En visite à Mayotte, Darmanin y est allé de son petit couplet antimigrants. Il envisage de modifier le droit du sol pour ce territoire, afin de rendre plus difficile l'accession à la nationalité française.

Le droit du sol, inscrit dans le Code civil depuis 1851, accorde la nationalité française à toute personne née en France qui en fait la demande. Mayotte fait déjà exception depuis 2018, en vertu d'une loi qui stipule qu'un des parents doit résider sur l'île depuis au moins trois mois avant la naissance de l'enfant.

Darmanin veut porter ce délai à un an. Il entend ainsi « lutter contre l'attractivité sociale » de Mayotte, alors que le smic horaire y est de 8,35 euros brut au lieu de 11,08 euros dans tous les autres départements, et que c'est le département français où l'espérance de vie est la plus faible. Le chômage fait des ravages, notamment chez les jeunes, et une grande partie des Mahorais vivent dans des cases en tôles. Il y a un seul hôpital de 411 lits pour les 280 000 habitants de l'île. Plutôt que d'offrir aux Mahorais des conditions d'existence dignes, la France, par la voix de Darmanin, les dresse

contre les migrants, en particulier ceux venant des îles voisines des Comores, qui tentent de fuir une existence encore plus misérable que la leur.

La démagogie de Darmanin est d'autant plus révoltante que l'État français est entièrement responsable de la situation. La France a occupé ces îles pour des raisons coloniales, puis stratégiques. Ne voulant pas conserver l'archipel, elle l'a découpé, instituant Mayotte en département français et rejetant le reste. Le peu, à peine digne d'un pays en développement, que la République a concédé à son « département » est encore beaucoup à côté de la misère des îles Comores. On comprend alors que les habitants de ces dernières tentent leur chance à Mayotte.

Et rien, ni la police ni les discours d'un ministre de l'Intérieur chassant sur le terrain de Le Pen, ne les en dissuadera.

Denis Aler

AGENDA

Fêtes régionales de Lutte ouvrière

Lyon

Samedi 24 septembre à partir de 17 heures et dimanche 25 de 11 h 30 à 19 heures à Saint-Priest Espace Mosaïque 47, rue Aristide-Briand

Toulouse

Samedi 24 septembre de 18 heures à minuit et dimanche 25 de 11 heures à 18 heures à Ramonville-Saint-Agne Salle des fêtes rue Irène Joliot-Curie

Bourges

Samedi 1^{er} octobre de 14 heures à minuit Les Rives d'Auron (près de la Médiathèque)

Lille

Samedi 1^{er} octobre de 15 heures à minuit à Villeneuve-d'Ascq Espace Concorde Cousinerie, rue Carpeaux



Rentrée des classes : les ministres passent, les moyens trépassent

Cette rentrée des classes marque une nouvelle dégradation, avec pas moins de 4 000 postes de professeurs non pourvus.

Il manque des professeurs en primaire, mais aussi dans de nombreuses matières du secondaire, comme les mathématiques ou l'allemand.

Le ministre de l'Éducation, Pap Ndiaye, s'est voulu rassurant : « Il y aura un professeur devant chaque classe. » Même si c'est bien le cas, ce sera en recrutant au dernier moment des professeurs contractuels aux conditions de travail dégradées et sous payés.

Les enfants, en particu-

lier des milieux populaires pâtissent de cette improvisation et de cette politique d'économies. À Saint-Denis, en région parisienne, des parents dénoncent depuis des années le fait que leurs enfants perdent en moyenne un an de scolarité à cause des heures de cours non assurées faute d'enseignants remplaçants en nombre suffisant.

On retrouve ce manque de personnel à tous les niveaux, jusqu'au ramassage scolaire qui risque de ne pas

être effectué dans bien des endroits faute de conducteurs. Des milliers d'enfants handicapés seront aussi privés d'école, faute d'accompagnants, avec des conséquences dramatiques pour eux et leurs familles.

Difficile pour le gouvernement de plaider l'imprévisibilité, comme avec les phénomènes météorologiques : le nombre d'élèves est connu bien à l'avance.

Cette société, qui ne jure que par le profit, est incapable d'assurer une éducation convenable à la jeunesse populaire.

Jérémy Coelho



Soignants de pédopsychiatrie mobilisés, déjà en 2021.

Pédopsychiatrie : des choix criminels

Dans une interview à France-Inter, Marie-Rose Moro, spécialiste de l'hôpital Cochin, a dénoncé l'état de la pédopsychiatrie en France.

Avant la pandémie, le nombre de jeunes dont la santé mentale était atteinte représentait de 8 à 10 % d'une classe d'âge. La crise sanitaire et les confinements ont encore aggravé la situation et les structures en place, déjà insuffisantes, ont été débordées. Ainsi, à l'hôpital Robert-Debré, l'activité a doublé, voire triplé certains jours, les patients arrivant dans le service étant de plus en plus jeunes.

Depuis la fin de la crise sanitaire, le nombre de passages aux Urgences pour un trouble mental, accompagné ou non d'un geste ou d'une idée suicidaire, n'est pas retombé. La pandémie et les confinements, la guerre, les inquiétudes sur l'avenir plongent dans l'angoisse une partie de la jeunesse.

La réponse hospitalière n'est pas plus à la hauteur que pendant la crise sanitaire et ne permet pas d'évaluer et de suivre précisément

chaque jeune suicidaire. Il faudrait des lits, du temps et des professionnels en nombre suffisant pour les suivre individuellement et prévenir le risque d'un nouveau passage à l'acte. Au lieu de cela, les jeunes sont renvoyés chez eux, ou dans les services psychiatriques pour adultes qui ne sont pas adaptés. Les centres médicaux psychologiques de ville sont eux aussi débordés et il faut des mois pour avoir un rendez-vous.

La santé des jeunes qui ne sont pas suivis correctement ne peut que se détériorer. La situation de la pédopsychiatrie est connue de tous, des responsables des structures hospitalières au gouvernement. Les économies qu'ils font sur ces services, comme sur tant d'autres, sont criminelles. À l'image de la société qu'ils défendent et qui, pour des raisons budgétaires, sacrifie toute une partie de la jeunesse.

Serge Benham

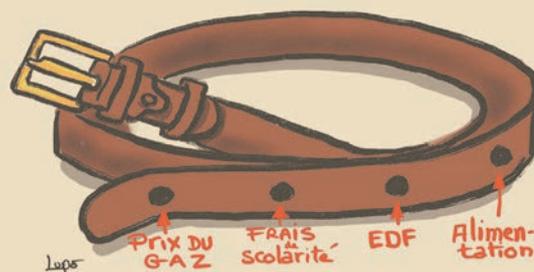
Allocation de rentrée : petite prime, basse politique

Le versement de l'allocation de rentrée scolaire suscite chaque année la même démagogie nauséabonde sur le mauvais usage qui en serait fait par des familles.

Des députés républicains ont déposé une proposition de loi afin qu'elle soit versée en bons d'achat qui ne permettraient d'acheter que des fournitures scolaires ou des vêtements pour la rentrée. Ils n'ont fait que recopier la proposition faite l'an dernier par une

députée Modem, membre de la majorité présidentielle, et par d'autres avant elle, relayant la démagogie de Macron contre les pauvres, qui les accusait de coûter « un pognon de dingue ».

Ces gens qui, aux commandes de la société, la conduisent de crise en



crise, accusent les familles populaires de ne pas savoir gérer leur budget. Ils veulent choisir pour elles entre la facture d'EDF et les fournitures scolaires

Ce qui est indigne, ce n'est pas l'usage que font les travailleurs des augmentations gouvernementales, mais le fait que, produisant toutes les richesses, ils soient privés de salaires permettant de vivre dignement.

Hélène Comte



Nos lecteurs écrivent

Pas de vacances pour les enfants des classes populaires

J'habite Saint-Chamond, une petite ville ouvrière dans la Loire. Cette année, j'ai voulu partir en vacances avec mes amis, mais j'ai dû rester pour garder mon petit-fils, car il n'y avait pas de place au centre social municipal de Fonsala. J'y donne des cours de couture bénévolement toute l'année mais, quand j'ai voulu l'inscrire, on m'a dit qu'il n'y avait plus de place. Idem pour le centre

aéré de Bujarret, dépendant aussi de la municipalité. De leur côté, les trois centres sociaux associatifs sont limités par le niveau de subventions que leur versent la municipalité, la CAF et le conseil départemental.

Ce n'est pas un cas isolé, plusieurs autres parents n'ont pas pu inscrire leurs enfants. Pour les 8-11 ans, sur cinq structures il y a en tout à peine plus de cinquante places pour une

ville de 36 000 habitants. On nous dit que, pour avoir des places en juillet, il faut s'inscrire en mai. C'est premier arrivé, premier servi. Et en août c'est pire, car il n'y a que deux structures ouvertes sur cinq.

Pour beaucoup de familles qui n'ont pas les moyens de partir, les centres sociaux sont la seule possibilité pour que les enfants profitent de leurs vacances. Quand ils passent

leurs journées au pied des immeubles, pendant que les parents sont au travail, ils sont une proie facile pour les dealers, qui en profitent pour recruter. Alors, chacun doit se débrouiller et jongler pour faire garder ses enfants par des proches, la famille, les amis.

Les politiciens font la morale aux parents qui ne s'occupent soi-disant pas de leurs enfants et, quand ils font mine de s'intéresser

aux problèmes du quartier, ils annoncent des policiers pour « lutter contre la délinquance ». Mais c'est quand ils refusent de débloquent des crédits pour faire fonctionner convenablement les structures et s'occuper des enfants qu'on voit leur vrai visage : le mépris pour les problèmes des classes populaires.

Une lectrice de Saint-Chamond (42)

Logement: de plus en plus cher

Pour les travailleurs, la question du logement est toujours un casse-tête. Dans les grandes villes, où on trouve encore du travail, il faut s'éloigner de plus en plus et rajouter des heures – et des coûts! – de transport pour trouver un logement abordable.

En location, c'est de plus en plus difficile dans le secteur privé. Quant à décrocher un HLM, normalement à loyer plus accessible, il ne faut pas l'espérer avant des années, tant les listes d'attente sont longues. Et pour cause: on construit de moins en moins de logements sociaux, 85 000 par an, alors que 4,1 millions de

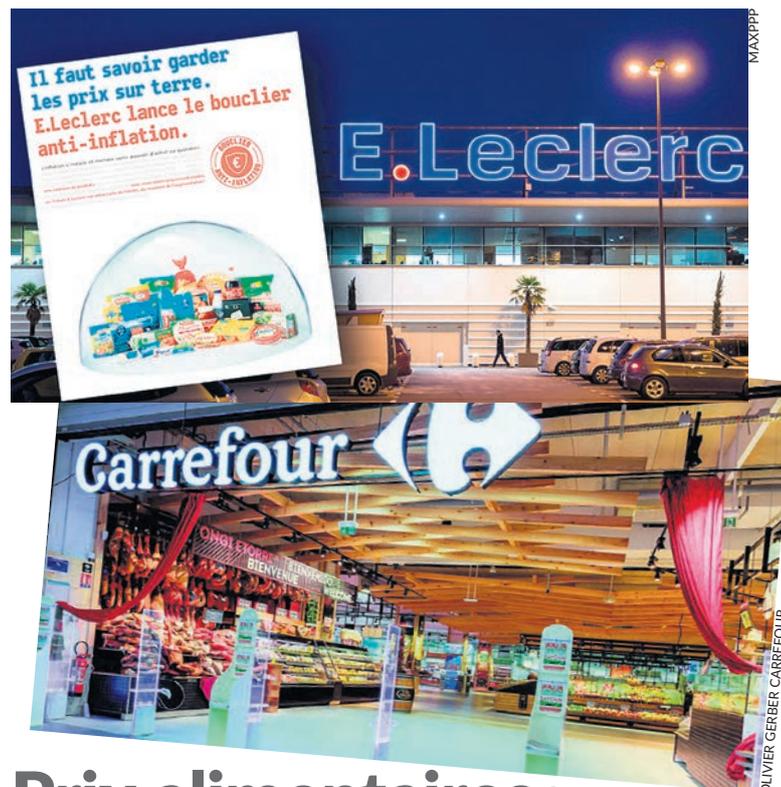
personnes sont mal logées en France!

Alors, faute de mieux, certains travailleurs cherchent à acheter ou à faire construire. Or, les prix de l'immobilier ont beaucoup augmenté, en particulier dans des régions qui étaient encore abordables. Et c'est la même chose pour les taux d'emprunt auprès

des banques, qui atteignent 2,5% aujourd'hui, le double d'ilya un an. S'ils ne montent pas plus, c'est qu'il existe un taux maximum fixé par la Banque de France. Les banques, qui considèrent qu'il « n'est pas rentable de prêter dans les conditions actuelles » selon une société de courtage, voudraient voir ce taux limite augmenter encore, pour pouvoir prêter de l'argent plus cher.

C'est pour maintenir leurs profits que les banquiers poussent les taux à la hausse, tout en se plaignant que de moins en moins de d'acheteurs puissent accéder aux prêts. Par quelque bout que l'on envisage la question, le secteur de l'immobilier, soumis aux lois du marché, est bien incapable de répondre au besoin, pourtant essentiel, d'avoir un toit au-dessus de sa tête.

O. F.



Prix alimentaires: Carrefour positive ses profits

Après Leclerc, Carrefour a annoncé le blocage des prix de 100 produits, du 22 août au 30 novembre, des « produits du quotidien » se vante l'enseigne.

Alors que les hausses de prix des produits alimentaires sont de plus en plus souvent à deux chiffres, 16% pour les pâtes, 18% pour la farine sur un an par exemple, Carrefour s'offre un bon coup de publicité.

Mais l'enseigne affirme sur son site que « les clients peuvent trouver un assortiment de 20 000 à 80 000 références de produits alimentaires » dans ses hypermarchés. Autant dire que ce n'est pas le blocage des prix de 100 produits pendant quelques semaines qui va égratigner ses profits. Cela est même censé les maximiser et les hypermarchés sont des habitués de ce genre de

coup de pub. Auparavant, ils l'ont fait sur le prix des carburants, les vendant à prix coûtant, sacrifiant quelques euros par client pour que ceux-ci viennent faire leurs achats dans leurs magasins.

Pour pouvoir vivre dignement, on ne pourra pas compter sur la générosité des patrons des hypermarchés. Ce sont les salaires et les pensions qu'il faut indexer sur les prix des marchandises vendues par Carrefour et ses semblables, c'est le contrôle de toute la population qui doit s'exercer pour empêcher la valse des étiquettes.

S. B.



Extrait du rapport de la fondation Abbé-Pierre sur le mal-logement en 2022.

Charges: locataires HLM rançonnés

Dans les Hauts-de-Seine, 24 000 locataires ont appris par courrier que leurs charges locatives vont augmenter de 62 euros en moyenne. La facture s'élève même à plus de 200 euros supplémentaires pour certains.

Le bailleur Hauts-de-Seine Habitat dit faire des provisions pour les dépenses d'énergie en 2023, justifiant ces hausses par le prix du gaz sur le marché. Ce n'est pas un cas isolé. En Indre-et-Loire, une enquête démontre que les charges locatives ont augmenté de 6 à 7%, les bailleurs parlant de mesures préventives pour couvrir

les prix de l'énergie. Là aussi, ce sont plusieurs dizaines d'euros supplémentaires pris dans la poche des locataires. Comme les salaires et les pensions sont bloqués, ceux dont plus de la moitié des revenus passe dans le loyer sont de plus en plus nombreux, sacrifiant vacances, sorties ou même nourriture.

Le bouclier tarifaire mis

en place par le gouvernement est, même aujourd'hui, loin de couvrir toutes les hausses de dépenses d'énergie. Ce bouclier est à ce jour prévu jusqu'au 31 décembre 2022. Qu'il soit prolongé ou pas, ces bailleurs anticipent et rançonnent préventivement les locataires. Dans certaines villes, comme à Bègles en Gironde, des locataires se sont mobilisés pour imposer le remboursement de charges indues.

Les locataires qui refusent collectivement de se faire faire les poches par leur bailleur ont raison.

Serge Benham

Karting à Fresnes: en piste pour un tour de démagogie

Une vidéo montrant des détenus faisant une course de karting à Fresnes a permis aux réactionnaires de toute obédience de se déchaîner.

Une association de quartier avait organisé, fin juillet, des activités sportives mêlant des détenus, des jeunes du quartier et des gardiens. Le karting ne concernait que deux détenus et avait reçu l'aval des autorités et du ministère de la Justice.

Le Garde des Sceaux,

Dupont-Moretti, a déclenché une enquête administrative en arguant: « La lutte contre la récidive passe par la réinsertion, mais certainement pas par le karting! » Mais de quoi parle ce grand responsable des prisons, des prisonniers et des gardiens? Moins de deux détenus sur dix sortent avec un projet de

réinsertion, très peu ont la possibilité de travailler ou d'étudier, ils ne sortent parfois de leur cellule qu'une ou deux heures par jour, pour la promenade. La contrôlée générale des lieux de privation de liberté a déclaré: « Ce qui me choque, moi, à Fresnes, c'est la surpopulation carcérale, ils sont trois dans une cellule par 40 degrés, et il y a toujours autant de rats, de punaises de lit et

de cafards! »

Les assauts de démagogie des perroquets qui condamnent les prétendus loisirs des détenus au nom des difficultés des gardiens, ou en disant que les enfants des quartiers populaires ne vont pas en vacances, sont à vomir. Les mêmes n'ont de cesse de bourrer les prisons et de les laisser pourrir, murs, prisonniers et personnel confondus. Les

mêmes crachent sur les enfants des quartiers populaires à toute occasion, sucent les budgets des associations, ferment les piscines et les équipements collectifs, licencient les éducateurs après avoir laissé licencier les parents.

Ce monde est à l'image de ses prisons, peuplé de cafards de l'espèce banale et de l'espèce politicienne.

Aline Urbain

Algérie : incendies et désengagement de l'État

Touché par des sécheresses répétées et des records de températures, le nord-est de l'Algérie a été en proie à de violents incendies aux conséquences dramatiques. Quarante-trois morts, deux cents blessés, des dizaines de disparus, ce bilan s'alourdit chaque jour.

À Souk Ahras, les habitants de la cité des 400 logements ont dû fuir l'avancée fulgurante du feu. À El Tarf, des villages ont été encerclés par les flammes. Dans ces régions boisées et peuplées, les dégâts sont considérables, des forêts ont été dévastées, des troupeaux décimés et des vergers sont partis en fumée.

Le réchauffement climatique n'est pas seul en cause. En effet, un an après les feux gigantesques qui avaient ravagé la Kabylie, les moyens alloués à la lutte contre ce risque majeur sont insuffisants. À l'époque, plus de quatre-vingt-dix personnes avaient péri, dont des jeunes militaires envoyés pour prêter main-forte.

Le gouvernement s'était alors dédouané de ses responsabilités en criant au complot, accusant le Mouvement pour l'autonomie de la Kabylie (MAK) d'avoir mis le feu pour le compte du Maroc. Il répondait ainsi au complotisme de ceux qui l'accusaient d'avoir délibérément mis le feu. Cette instrumentalisation des incendies, qui attisait les clivages entre arabophones et berbérophones, avait débouché sur le drame de Larba Nath Irathen. Djamel Bensmail, un jeune volontaire arabophone venu pour aider, avait été accusé à tort d'être pyromane, lynché et brûlé. Cet acte barbare n'avait cependant pas entamé l'immense élan de solidarité qui



ABDELAZIZ BOUMZAR REUTERS

Dans la région de Tizi Ouzou, le 12 août.

s'était manifesté, à travers tout le pays, pour venir en aide aux victimes des feux en Kabylie.

Ces incendies répétés sont aussi le produit du désengagement de l'État dans la gestion des forêts. Un décret de 2007 a permis la privatisation d'une forêt convoitée pour l'exploitation commerciale et par les promoteurs immobiliers.

Aujourd'hui, les moyens d'entretenir le massif forestier, de prévenir et d'éteindre les feux sont largement inférieurs à ceux qui existaient dans les années 1980. À cette époque, le pays disposait de

22 appareils de type Grumman pour lutter contre les feux de forêt. La commande de sept avions bombardiers d'eau faite à l'Espagne a été annulée en juin, après que le gouvernement espagnol a apporté son soutien au Maroc, au sujet du Sahara occidental. Aussi, cet été, un seul avion bombardier d'eau, loué à la Russie, a pu intervenir, quand il n'était pas en panne.

Pour un massif dense, étendu et au relief accidenté, les agents forestiers ne sont plus que 3 300 à gérer 414 postes de vigilance. 1 220 agents partis à la retraite

n'ont jamais été remplacés. Quant aux pompiers de la Protection civile, victimes de coupes budgétaires drastiques, leur nombre et leurs moyens sont aussi insuffisants.

Encore une fois, face à la détresse des victimes des incendies, un élan de solidarité a animé les classes populaires de tout le pays. Mais, pour que l'argent public serve aux hôpitaux, à l'éducation, à prévenir et se protéger des catastrophes naturelles prévisibles, il leur faudra aussi imposer leur contrôle sur les richesses du pays.

Leila Wahda

Arabie saoudite : l'ami barbare de l'impérialisme

La condamnation de l'étudiante Salma Al-Chehab à 34 ans de prison pour quelques tweets en faveur du droit des femmes a provoqué, une fois n'est pas coutume, quelques réactions de la part des dirigeants occidentaux.

Cette sentence est là pour rappeler que, si le régime a accordé quelques droits aux femmes, comme celui de voter ou de conduire, il n'est pas question de leur reconnaître le droit d'être autre chose que des mineures à vie.

Même si le régime adoucissait, voire annulait cette condamnation odieuse, il n'en resterait pas moins l'un des plus réactionnaires et répressifs au monde, où le fouet, la torture, la peine de mort, y compris par crucifixion, font partie des pratiques courantes.

La monarchie n'en demeure pas moins un partenaire privilégié des puissances impérialistes et de leurs multinationales.

L'Arabie Saoudite bénéficie du soutien des États-Unis, qui lui fournissent des armes en échange d'un accès au pétrole. La France, qui lui a vendu 80 Rafale il y a quelques mois, fait également partie des puissances protectrices du régime. Du moment qu'elle achète des armes de guerre à Dassault, permet à Total d'exploiter une partie de son pétrole, autorise Air liquide et d'autres à installer des usines, la dynastie Al Saoud peut continuer d'opprimer son peuple et de bombardier les Yéménites, sans encourir de la part de la France autre chose que quelques rares appels à la modération.

Denis Aler

Israël : silence, on tue !

Dans la matinée du jeudi 18 août, les forces armées israéliennes ont mis à sac et sous scellés les locaux de sept ONG palestiniennes basées en Cisjordanie occupée.

Parmi ces organisations, accusées de terrorisme en lien avec l'organisation nationaliste de gauche palestinienne FPLP, on retrouve : Defense for Children, l'Union des travailleurs agricoles, l'Union des comités des femmes, Al Haq (qui

documente les violences perpétrées par les colons contre des Palestiniens) et Ad-dameer (qui défend les droits des prisonniers palestiniens et pour laquelle travaille l'avocat franco-palestinien Salah Hamouri, écroué arbitrairement). En s'en prenant

à ces associations, l'armée israélienne veut imposer le silence sur ses exactions.

Car c'est en partie sous la pression de tels militants palestiniens et israéliens qu'une enquête interne de l'armée israélienne a contraint l'État à reconnaître sa responsabilité dans l'assassinat des cinq enfants palestiniens tués par une frappe aérienne sur le nord de Gaza, le 5 août. L'armée démentait ainsi les dires officiels qui en avaient attribué la responsabilité à un tir manqué du Jihad islamique.

La dernière agression militaire israélienne aurait fait 49 morts palestiniens, dont au moins 19 enfants. Ces crimes seraient inconnus sans l'activisme d'organisations israéliennes comme palestiniennes de défense des droits de l'homme.

En pleine période électorale, les dirigeants israéliens choisissent la fuite en avant nationaliste, répressive et guerrière, et veulent faire taire ceux qui dénoncent le fait qu'Israël est un État d'apartheid.

Christian Chavaux



ISSAM RIMAWI/ANADOLU AGENCY VIA GETTY IMAGES

Les locaux dévastés d'une ONG.

Russie-Ukraine : une guerre qui "semble devoir durer"

Cela fait six mois que le président russe, Poutine, a lancé son armée sur l'Ukraine. « Une guerre qui dure et qui semble devoir durer », a déclaré le Haut représentant de l'Union européenne (UE) pour la politique étrangère, Josep Borell, le 22 août.

Et si certains s'imaginent que l'UE cherche à promouvoir la paix dans l'Est du continent, ils en seront pour leurs frais : Borell a ajouté que l'UE veut mettre sur pied une « mission d'entraînement et d'assistance » à l'armée ukrainienne dans des bases militaires de pays voisins.

On a là un exemple de la façon dont l'Europe et l'Amérique, qui arment l'Ukraine depuis des années, cherchent à impliquer dans ce conflit d'autres pays que les deux belligérants. Et, six mois après le déclenchement de l'« opération militaire spéciale » de Poutine, le 24 février, afin, prétendait-il, de « dénazifier l'Ukraine », on a là un affrontement qui dépasse largement les confins russo-ukrainiens. Il oppose en effet le bloc militaire des puissances impérialistes occidentales, cette OTAN créée par les États-Unis en 1949, et la Russie, dont l'Occident veut encore réduire la zone d'influence.

Dans le cadre de ce qu'elles conçoivent comme une guerre d'usure, ces grandes puissances trouvent comme souvent plus profitable de faire défendre leurs intérêts par d'autres. Dans le cas présent, elles s'abritent derrière la population

ukrainienne, promue chair à canon, victime des bombardements et ravages de la guerre, et finalement d'enjeux qui la dépassent.

Mais il ne faudrait pas oublier une autre victime de cette guerre, la population russe. Car elle paie d'un prix social, politique et humain énorme d'avoir été entraînée malgré elle par le chef du Kremlin dans un affrontement fratricide avec une population ukrainienne à laquelle l'unissent des siècles d'histoire commune.

Poutine-Zelensky : un même mépris de leur peuple

Poutine et son homologue ukrainien Zelensky sont présentés par les médias et gouvernants occidentaux en défenseurs de camps, sinon de valeurs, opposés.

Zelensky n'a certes pas à forcer le trait quand il décrit un Poutine qui piétine sans pitié les libertés en Russie et les hommes en Ukraine. Mais il se garde de rappeler qu'il a, tout comme Poutine, saisi l'occasion de la guerre pour museler toute forme d'opposition, pour abolir – ce à quoi il n'était pas parvenu en temps de paix – la législation sociale et pour soumettre de fait



Des volontaires ukrainiens suivent un entraînement sur une base au sud de l'Angleterre, le 15 août 2022.

les travailleurs à la loi martiale. Zelensky, qui aime parader devant les micros et les caméras, garde un silence pudique, mais bien explicable, sur les requins russes du monde des affaires, pourtant visés par les sanctions occidentales en tant que complices de Poutine. En fait Zelensky ne dit rien des oligarques de Poutine, pour ne pas avoir à évoquer les liens de ces derniers avec ses propres oligarques : ceux qui l'ont fait élire, ceux qui font la loi depuis trente ans en Ukraine, ceux qui pillent l'économie du pays et qui financent des milices à leur solde, souvent d'extrême droite. Et puis, beaucoup sont allés se mettre à l'abri dans leurs somptueuses propriétés en Occident, en oubliant la « défense de la patrie ». Ou plutôt, en la laissant aux bons soins des petits, au risque de leur peau.

Sur ce terrain, côté russe ou côté ukrainien, les politiques et les états-majors sont sur la même longueur d'onde. Les bombardements des villes ukrainiennes, comme ceux, par l'armée de Zelensky, du Donbass séparatiste et des régions conquises par la Russie, ont frappé des zones d'habitation populaires, des usines,

mais jamais les beaux quartiers. Alors que Poutine faisait pilonner la capitale ukrainienne, le Kremlin a fait remarquer qu'il épargnait la Rada (le Parlement) et le siège du pouvoir. Réciprocité des égards dus aux dirigeants et aux nantis, les forces de Kiev, qui se targuent d'avoir su détruire l'état-major de la marine et d'autres objectifs militaires russes en Crimée, semblent ignorer une cible symbolique très visible : l'immense palais que Poutine s'est fait construire au bord de la mer Noire.

Il en va tout autrement quand les militaires russes et ukrainiens installent leurs batteries dans une école, ou un poste de commandement dans un hôpital, des foyers de jeunes travailleurs – deux d'entre eux ont été pulvérisés à Kharkiv le 22 août – ou dans la plus grande centrale nucléaire d'Europe, à Zaporijjia, quitte à risquer une catastrophe pire que celle de Tchernobyl. Les deux camps se font un bouclier de la population et, lorsqu'un missile la frappe, ils recyclent morts et blessés dans leur propagande, creusant ainsi toujours plus le fossé de sang et de nationalisme entre les populations et les travailleurs des deux peuples.

Un prétexte bien utile

Cette guerre offre un terrain propice aux cliques au pouvoir à Moscou et à Kiev pour enrégimenter leur peuple. Dans les pays occidentaux, elle est mise au service de la propagande des États dans un but similaire.

Alors que la crise de l'économie capitaliste s'aggrave, les États occidentaux se préparent à des conflits de plus grande ampleur. Dirigeants et gradés de haut rang le disent désormais de plus en plus fort et entendent en profiter pour habituer leurs classes populaires à marcher au pas.

En attendant, et l'on vient de le revérifier au fil des commentaires sur ces premiers mois de guerre, la propagande des médias et des gouvernants ne se prive pas de rejeter sur ce conflit les hausses des prix de l'énergie, des céréales, etc. Cet « argument » a été martelé, au mépris de la vérité. En effet ces hausses ont débuté bien avant l'invasion de l'Ukraine, et ce simple rappel des faits montre quels en sont les véritables coupables. Ce sont les capitalistes d'ici, des autres pays développés d'Occident, qui ont fait et font flamber les prix, afin de maintenir et d'augmenter leurs profits sur le dos des populations.

Pierre Laffitte

États-Unis : quand les droits des femmes reculent

Depuis, le 24 juin, date de la révocation de l'arrêt de la Cour suprême de 1973 qui garantissait le droit à l'avortement, de nombreux États et autorités judiciaires ont décidé de mener une véritable guerre contre les droits des femmes, plongeant de nombreuses femmes dans des situations insupportables.

Ainsi, en Louisiane, une femme dont le fœtus est atteint d'une malformation qui le prive du sommet de sa voûte crânienne n'a pas le droit d'interrompre sa grossesse. Le bébé, une fois né, ne pourra pourtant pas survivre plus de quelques

minutes, mais qu'importe aux juges, cette femme doit enfanter et voir son bébé mourir.

Tout aussi révoltant : en Floride, où l'avortement est encore légal jusqu'à la quinzième semaine, une jeune fille de seize ans a

été jugée trop immature pour prendre la décision d'avorter. Ses parents étant décédés, elle se présentait seule devant la justice, encore scolarisée et sans ressources pour fonder une famille. Une juge a estimé qu'elle n'était pas assez responsable pour avorter, mais suffisamment pour élever seule son enfant ou prendre la décision de l'abandonner.

Cela s'appelle la justice, dans le pays le plus riche et le plus développé du monde.

A. U.



Manifestantes défendant le droit à l'avortement, en mai 2022.

RSA : stages bidon, mépris réel

Dans le cadre de ses attaques contre les chômeurs, Macron entend conditionner le versement du revenu de solidarité active, le RSA, à un minimum d'activité hebdomadaire. À l'image d'autres gouvernements avant lui, il prétend qu'une personne qui perçoit le RSA le fait par choix et par refus de travailler.

On peut y ajouter les déclarations gouvernementales sur la situation de l'emploi, qui s'améliorerait jusqu'à atteindre le plein emploi. Mais cela cache une tout autre réalité. Dans une situation de chômage de masse, près de deux millions de personnes vivent avec le RSA. L'idée d'exiger une contrepartie étant loin d'être nouvelle, certains départements, en charge du paiement et du suivi des bénéficiaires du RSA, s'en sont déjà emparés.

Depuis 2016, le département du Haut-Rhin, qui a été le plus loin dans ce sens, impose sept heures par semaine de bénévolat aux allocataires, sur la base d'un volontariat plus ou moins forcé. Pour l'instant, un département n'a pas le droit de supprimer purement et simplement le versement de l'allocation, mais la

situation des travailleurs au chômage de longue durée est suffisamment précaire pour que les propositions soient ressenties comme une obligation, voire comme un chantage.

Dans l'Aisne, deux de nos lecteurs en témoignent ainsi :

« J'ai plus de 55 ans. Il me reste un enfant à charge, après en avoir élevé trois. Dès que j'ai été en contact avec l'unité territoriale d'action sociale, via une assistante sociale, des menaces m'ont été faites de me retirer le RSA si je n'acceptais pas leurs propositions.

Concrètement, j'ai un stage intitulé « Soyons solidaires » dont la durée est d'un an. Nous ne sommes pas payés et devons être présents deux jours par semaine. Il est impératif d'être à l'heure,

mais une fois dans les locaux, nous n'avons rien à faire. Des coloriations ou des jeux du genre baccalauréat nous sont proposés. Celui qui regarde son téléphone pendant ces activités se prend une réflexion et des menaces. Une séance de cinéma a été organisée, comme si cela allait nous aider à trouver du travail ! Nous avons même fait une brocante adressée à nous-mêmes !

Nous sommes quelques-uns à être en colère devant cette humiliation qui nous est infligée. Le comble, c'est que les formateurs m'ont annoncé que je devais faire un nouveau stage gratuit dès septembre ».

Une lectrice

« J'ai 56 ans. J'ai été à nouveau convoqué par les services du département pour un stage de six mois pour m'aider à chercher du travail. Cette formation est rémunérée 650 euros. Comme j'ai le droit de cumuler avec le RSA pendant trois mois, cela me permet de mettre un peu de beurre dans les épinards.

Cependant ce stage est un

Mais que va-t-il rester...



dans l'assiette !

retour en arrière, où nous ressentons le mépris de ceux qui l'organisent. L'idée que les chômeurs sont des faibles est tellement ancrée que ce stage est surtout un stage d'obéissance aux règles imposées. Nous devons arriver à l'heure, mais une fois dans la salle, nous n'avons rien à faire. Nous prenons le café, puis attendons la pause, avant quelques activités d'informatique ou de remise à niveau en français et en mathématiques.

Pour plusieurs d'entre

nous, c'est déjà la deuxième, voire la troisième fois, que nous faisons et refaisons la même chose. Des stages gratuits en entreprise sont prévus. J'ai été appelé par une entreprise où j'avais fait un stage pour un travail à mi-temps, pour lequel il faut être disponible même les week-ends. Prévenant les formateurs de cette promesse d'embauche, ils m'ont dit que si je n'étais pris que pour une semaine, il faudrait que je rembourse la formation ! »

Un lecteur

Apprentissage : des formations qui rapportent gros

Macron et ses ministres se glorifient de la forte croissance de l'apprentissage, qui fait alterner cours en centre de formation d'apprentis (CFA) et formation pratique en entreprise. Les apprentis étaient 290 000 en 2016. L'an passé, ils étaient 730 000 et le gouvernement vise un million d'ici 2027.

Le système de l'apprentissage permet aux jeunes de suivre une formation intermédiaire entre celle de l'école et celle sur le tas. Mais elle offre surtout aux patrons une main-d'œuvre bon marché, et un moyen d'avoir des ouvriers étroitement adaptés à leur entreprise, de ce fait plus étroitement liés à elle, et qu'ils ne sont pas obligés d'embaucher en fin de formation.

Comme l'apprentissage est subventionné par l'État, des associations se sont développées, qui chapeautent des dizaines de CFA et gèrent les formations en fonction de leur rentabilité. Ce sont en fait des groupes capitalistes privés qui prospèrent

sous l'aile de l'État et qui n'hésitent pas à gonfler abusivement leurs frais.

Le déficit de France compétences, l'organisme étatique qui chapeaute l'apprentissage, est passé de 4,6 milliards en 2020 à 5,9 cette année. La Cour des comptes s'est alarmée et le gouvernement a annoncé une réduction de 800 millions du financement des CFA.

Les organismes de formation protestent, invoquant l'avenir des jeunes et les besoins des entreprises. Mais leur principal souci, ce sont les profits qu'ils tirent des fonds publics.

Vincent Gelas

Doctolib : profits 2.0 et rebouteux.com

La plateforme de prises de rendez-vous médicaux Doctolib abrite et propose donc de fait les services de gens qui sont manifestement des charlatans.

Des médecins ayant protesté contre cette pratique, les responsables de la plateforme ont avancé que ce n'était pas à eux de trier entre les bonnes et les mauvaises médecines. Puis ils ont utilisé l'argument suprême de tous les capitalistes, qu'ils soient dans la cocaïne, l'automobile, la viande hachée ou l'armement : la demande existe, nous nous bornons à y répondre. Finalement le site a promis d'exclure les personnes dont les agissements seraient dangereux ou condamnables par la loi.

C'est bien le moins, d'autant que cette application, à but très lucratif, a été portée, soutenue, financée et finalement rendue quasi obligatoire par les pouvoirs publics. Elle a commencé à se développer vraiment lorsque l'AP-HP, les hôpitaux de Paris, lui a confié ses rendez-vous. Elle est devenue

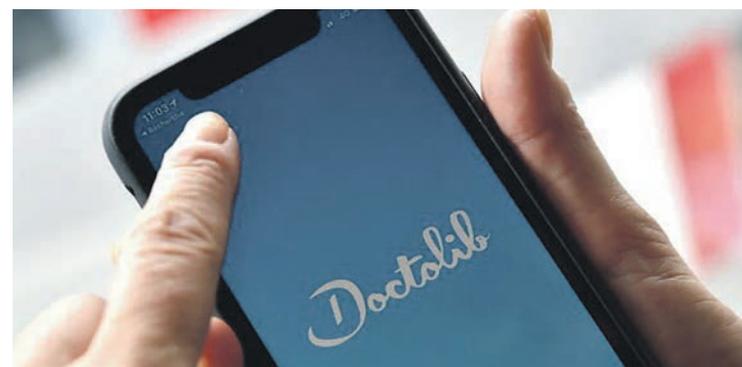
un monopole de fait quand l'État lui a délégué la gestion des rendez-vous pour la vaccination contre le Covid.

Au lieu de bénéficier des progrès que pourrait constituer la mise en réseau et l'informatisation du secteur médical, l'application sert de prétexte à la disparition des secrétaires médicales et à la multiplication des répondeurs téléphoniques indiquant en boucle qu'il faut aller sur Doctolib. Quant aux millions de personnes qui ne savent pas

l'utiliser, elles sont réduites à demander à leur voisin et plus souvent à leurs petits-enfants de prendre leurs rendez-vous.

L'État s'est ainsi déchargé pendant l'épidémie d'un certain nombre de ses missions, tout en aidant quelques financiers à réaliser un placement intéressant. En labellisant de fait Doctolib, il a aussi au passage permis à des charlatans de profiter de sa caution. Mais, puisqu'il s'agit avant tout de faire de l'argent, on ne peut pas dire qu'elle soit réellement usurpée.

Paul Galois



RÉMY PERNIN LE PROGRÈS

Variole du singe : toujours le virus du profit

La nouvelle épidémie dite de variole du singe rappelle des choses déjà entendues à propos du Covid. Elle témoigne, à sa mesure, de l'absurdité du capitalisme.

La variole, celle des humains, est une maladie infectieuse virale que l'humanité connaît depuis l'Antiquité. Avec un taux de mortalité de près de 30 %, les scientifiques estiment qu'elle a tué des centaines de millions de personnes. C'est ainsi qu'au 16^e siècle, quand les conquistadors débarquèrent en Amérique, la variole, certes associée à la suprématie des armes des mercenaires espagnols, entraîna la disparition de la quasi-totalité des peuples amérindiens.

Aujourd'hui, il n'y a plus de cas de variole dans le monde, le dernier a été

signalé en 1977 en Somalie. La variole a été éradiquée en 1980, effacée de la planète par la science, par des campagnes de vaccination systématique à l'échelle mondiale.

La découverte du virus de la variole du singe est récente. Ce virus a été isolé en 1958 chez des macaques d'où le nom qui a été donné à la maladie, mais des rongeurs et autres petits mammifères sont aussi porteurs du virus. Quant aux premiers cas humains, ils ont été décrits en 1970 en République démocratique du Congo. Le virus aurait été transmis à l'homme par des rongeurs



Première vaccination contre la variole, en 1796.

ou des primates infectés, puis la transmission s'est opérée de personne à personne par des gouttelettes respiratoires, des lésions cutanées, du linge contaminé. D'Afrique de l'Ouest et Centrale, la maladie a ensuite été importée aux États-Unis et en Europe.

Le virus de la variole du singe n'est pas le même que celui de la variole humaine, mais ils sont proches, appartiennent à la même famille. Ils provoquent le même type de symptômes et d'éruption cutanée, mais sans commune mesure de gravité. Dans la majorité des cas, la variole du singe est une maladie bénigne.

Depuis le mois de mai 2022, la contamination interhumaine s'est développée en Europe, en Amérique du Nord, en Australie. Si dans la majorité des cas l'infection guérit spontanément, des cas graves peuvent survenir. L'inquiétude grandit dans les populations à risque, concernées par le mode de transmission. À ce

jour, 35 000 cas et douze décès ont été comptés dans le monde.

Fin juillet, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a donc déclaré la variole du singe «*urgence de santé publique mondiale*» appelant à «*un accès équitable aux vaccins pour tous les individus et toutes les communautés, dans toutes les régions du monde*». On entend ici un couplet déjà connu : la disponibilité des vaccins.

Sauf que là, il n'est pas besoin d'inventer un vaccin, il existe : c'est celui qui a permis l'éradication de la variole. Étant donné la proximité des deux virus, il offre une protection efficace à 85 % contre la variole du singe. On apprend alors que des stocks de vaccins antivarioliques existent de par le monde. Combien ? «*Secret défense*», répondent les autorités car la variole, dont le virus a été conservé en laboratoire de haute surveillance, est une arme bactériologique !

C'est ainsi que, après les

attentats du 11 septembre 2001, craignant une attaque, les États-Unis ont prévu de vacciner la population contre la variole. Les anciens vaccins présentant des effets secondaires, ils ont financé la mise au point d'un nouveau, mieux toléré. Un petit laboratoire danois, Bavarian Nordic, a remporté le marché. À partir de 2003, il aurait livré des dizaines de millions de doses mais qui, n'ayant finalement pas été utilisées, sont aujourd'hui périmées ! Quoi qu'il en soit, Bavarian Nordic est aujourd'hui l'unique fabricant de nouveau vaccin, baptisé Jymneos aux États-Unis et Imvanex en Europe, le seul autorisé pour la vaccination contre la variole du singe.

Et l'histoire radote : la course aux doses de vaccin est lancée, les pays les plus riches sont les mieux placés, les plus pauvres devront attendre. Mais la courbe du cours en Bourse de Biovaxian Nordic n'en peut plus de grimper.

Sophie Gargan

Jets privés : paroles en l'air



L'indignation soulevée par les révélations sur les déplacements en jets privés de grands bourgeois, comme Bernard Arnault ou Vincent Bolloré, a forcé Clément Beaune, le ministre des Transports, à déclarer qu'il voulait «*réguler les vols en jet privé*».

En révélant que les trajets dans les airs d'une seule journée d'un de ces grands patrons polluent plus que dix ans de déplacements du quidam moyen, un coin de voile a été levé sur la consommation extravagante de ces grandes fortunes.

Au-dessus du sol, ils sont aussi au-dessus des lois : la loi Climat et résilience, qui interdit les vols quand une alternative en train de moins de 2 h 30 existe, ne s'applique pas aux jets privés.

Ce qui gêne le gouvernement dans toute cette affaire c'est, comme Clément Beaune l'a avoué lui-même, que «*cela devient le symbole d'un effort à deux vitesses*». Au moment où le gouvernement présente l'addition aux classes populaires sous forme de «*plan sobriété*», cela fait désordre !

J. C.

Gestion de l'eau : le système coule

En cette période de sécheresse et de mesures de restriction de l'usage de l'eau, le rapport de l'Office français de la biodiversité sur la gestion de l'eau en France en 2020, publié au début de l'été est instructif.

On y apprend que 20 % de l'eau en moyenne se perd dans les canalisations, et que les pertes peuvent aller jusqu'à 40 % dans certains réseaux. Le rapport précise que cela représente l'équivalent de la consommation annuelle de 18 millions d'habitants.

Ces pertes sont dues notamment à l'âge des canalisations, qui datent pour beaucoup des années 1960 ou 1970 et atteignent un niveau d'usure important. Mais cela s'explique aussi par le manque d'entretien.

Les fuites se retrouvent donc partout. Chaque année, on ne renouvelle que 0,67 % du réseau. À ce rythme, l'Office explique qu'il faudrait 150 ans pour le moderniser complètement !

Cela n'a rien d'étonnant : 70 % du réseau d'eau est délégué par les collectivités à des entreprises privées géantes, principalement Veolia, Suez et la Saur, qui réalisent des bénéfices importants : plus de 1,7 milliard d'euros pour Veolia l'année dernière.

Les redevances perçues

par les agences de l'eau les financent. Ces taxes sont payées à 90 % par les ménages, bien que l'usage domestique de l'eau ne représente que 22 % de l'eau produite. Les grandes entreprises de l'industrie et de l'agriculture, grandes consommatrices d'eau, ne payent que peu de redevances.

Tant que l'eau se transforme en or dans les coffres-forts de Veolia et consort, l'incroyable gâchis des ressources en eau potable continue, avec la bénédiction du gouvernement et avec une petite leçon de morale à la population, priée de penser à fermer le robinet en se lavant les dents.

Arnaud Vautard

Les morts du charbon : rouge du sang des mineurs

La catastrophe minière survenue mi-août au Mexique rappelle que chaque année la classe ouvrière de nombreux pays paye un lourd tribut à l'exploitation capitaliste dans les mines.

Il y a trois semaines, en Chine, sinistre championne de la production de charbon avec la peau des mineurs, 10 d'entre eux ont perdu la vie et 17 ont été blessés sur le site de Baiyin, dans le nord-ouest du pays. Le 19 mars, dans la même région, 19 mineurs avaient péri à Quinghai. Depuis janvier, les mines ont tué 129 travailleurs, selon les autorités chinoises, qui viennent de s'engager à réduire de 10 % le nombre d'accidents mortels d'ici 2025. Autant dire que cette hécatombe n'est pas près de finir.

Des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine sont particulièrement frappés par des catastrophes, notamment dans de petites mines. Mais ces pays pauvres ne sont pas les

seuls concernés.

Le 20 avril dernier, un coup de grisou a tué 4 travailleurs et provoqué la disparition de 7 autres dans le sud de la Pologne. Il y a neuf mois, 46 mineurs et 4 sauveteurs ont péri à Kemerovo, grand centre charbonnier en Russie, régulièrement cité pour ses morts au fond des puits et galeries.

Parce que cela concerne un grand nombre de petites mines, ou parce que les gouvernements sous-estiment les données en ce domaine, il est difficile de dire combien de travailleurs sont blessés et tués, chaque année, dans des catastrophes minières, et combien plus nombreux encore vont mourir à petit feu de la silicose.

En revanche, une chose

est certaine : ils sont sacrifiés sur l'autel de l'extraction du charbon au profit de grands groupes mondiaux du secteur et, au final, de

la grande industrie capitaliste de pays riches d'Europe et d'Amérique du Nord ou du Japon.

Pierre Laffitte



Mine de charbon artisanale au Chili.



Dans les bulletins Lutte ouvrière

Indécent

Au Matériel, la direction fait largement appel à des apprentis. Après deux à trois ans dans l'entreprise, certains d'entre-nous sont proposés à l'embauche, pour des salaires qui n'ont jamais été aussi bas ! Ainsi, en Ile-de-France, la SNCF nous propose des salaires à 1341 euros net, même pas 50 euros de plus que le smic !

Il y a quelques mois, Macron reconnaissait hypocritement qu'il était difficile de vivre à Paris à moins de 3000 euros... Prenons-le au mot !

Sncf Paris-Saint-Lazare

Soyons classe !

Pendant la canicule, un collègue conducteur a demandé à pouvoir venir travailler en short. Refus : ça ne ferait pas assez professionnel de se présenter sans la tenue de service.

Le collègue a fait remarquer que les femmes ont une jupe avec leur tenue d'été : « Oui mais une jupe c'est classe », a répondu le chef.

Fallait le dire ! Au prochain épisode de canicule, on se met tous en jupe !

Sncf Paris-Montparnasse

Leçon de morale bourgeoise

Dans l'Argus, le PDG Carlos Tavares a tenté de justifier la hausse de ses rémunérations de 34 %. Selon lui, ce n'est pas un problème de toucher des dizaines de millions d'euros, ce sont plutôt les gens qui ont un « problème avec l'argent ». Facile à dire, quand en dix ans, ses revenus ont augmenté de 2200 % !

PSA Vesoul

Mauvaise image

À l'Imagerie d'urgence, on connaît depuis un moment une situation catastrophique, avec des effectifs bien en dessous des besoins. Il n'y a plus de trame de base, les plannings des ASD et ASH sont continuellement chamboulés, sans même leur demander leur avis. Quant aux manips, ils tournaient les week-ends avec des astreintes qui sont devenues, étant donné l'activité, des permanences. Pour l'encadrement, notre vie privée ne compte plus. Et avec de telles conditions de travail, il ne doit pas s'étonner que de plus en plus d'agents aillent voir ailleurs.

Hôpital Édouard Herriot - Lyon

En France aussi

Ce 12 août, on a commémoré le soixante-dixième anniversaire du coup de poussière qui fit 9 morts à la Fosse Schneider, à Lourches dans le Nord, en 1952.

Rien que dans le Nord-Pas-de-Calais, presque chaque année suivante (1953, 1954, 1957, 1958, 1962, 1964...) a connu des accidents mortels sur des sites miniers, jusqu'à ce que les Houillères du

bassin du Nord-Pas-de-Calais ferment les puits au milieu des années 1970. L'un des tout derniers et le plus meurtrier, fit 42 morts à Liévin en 1974. On peut faire le même constat dans le bassin lorrain, et

cela jusqu'à une date plus récente puisqu'en février 1985, 22 mineurs y périrent encore des suites d'un coup de grisou.

Cela sans compter les dizaines de milliers de mineurs décédés de maladies professionnelles, dont la silicose, et qui en sont morts bien avant l'âge.

Que les âmes sensibles se rassurent : cela n'a nullement affecté la santé personnelle, et surtout financière, des actionnaires des mines jusqu'au milieu du 20^e siècle, ni de ceux des industries pour lesquelles le charbon était indispensable comme source d'énergie.

P. L.

Cars scolaires : des salaires insuffisants

D'après la Fédération nationale des transports de voyageurs, un organisme patronal, il manquerait 8000 conducteurs de cars dans le pays à la rentrée de septembre et cela pourrait avoir des répercussions sur les transports scolaires.



La désaffection de cette profession s'explique par l'insuffisance des salaires et le fait qu'il s'agit souvent d'emplois à temps partiel avec des services le matin et en fin de journée et rien entre les deux. Les recruteurs de la filière parlent de contrats scolaires. Cela signifie que la paye peut être de 700 euros.

Aucune garantie ne leur est donnée sur le nombre d'heures, les vacances scolaires... Alors les candidats à la formation jettent l'éponge assez rapidement.

Devant l'urgence, la

Région des Hauts-de-France, où il manquerait 400 chauffeurs, demande aux chefs d'établissements d'en tenir compte dans l'élaboration des emplois du temps pour limiter le nombre de passages de cars et tant pis s'ils doivent déjà jongler avec les dédoublements de classes et les plannings des enseignants.

S'ils veulent des conducteurs, les patrons des entreprises de transports doivent y mettre le prix et proposer des emplois et des salaires décents.

Inès Rabah

Accidents du travail : pas de trêve estivale

Deux ouvriers, âgés de 43 et 47 ans, sont morts le 22 août sur leur lieu de travail à Aubry, près de Douai dans le Nord. Ils s'ajoutent à la liste macabre des victimes de l'exploitation, dans un monde du travail qui produit toutes les richesses de la société, et y laisse souvent sa santé, et parfois sa vie.

Ces deux ouvriers, employés d'une société de transport de matières dangereuses, se trouvaient dans une cuve dont ils étaient chargés de la maintenance et des réparations. Pour une raison encore inconnue, la

cuve n'avait pas été au préalable nettoyée des résidus des produits qu'elle avait contenus. Ils y sont morts asphyxiés par des émanations de gaz.

En France, en moyenne, deux ou trois travailleurs

meurent chaque jour d'accidents du travail. Du moins si on s'en tient aux chiffres publiés par la Sécurité sociale, qui en a dénombré 733 en 2019, auxquels il faut ajouter 283 décès d'accidents de trajet entre le domicile et le lieu de travail.

Cette hécatombe, qui n'inclut pas les milliers de décès annuels dus aux cancers professionnels, survenant parfois des dizaines d'années après l'exposition à des substances toxiques,

comme l'amiante ou les solvants par exemple, n'est pas considérée comme une priorité par les autorités qui n'ont jamais mis en place de système de recensement rapide de ces accidents: les derniers chiffres disponibles datent de 2019.

Le nombre d'accidents du travail mortels est du même ordre de grandeur que les homicides, mais les médias n'en parlent qu'exceptionnellement. Les ministres du Travail successifs

ne s'en n'émouvent jamais et ne se déplacent pas sur le lieu d'un drame dont a été victime un salarié. Les autorités considèrent l'autorité patronale comme sacrée, l'exploitation comme normale, et les accidents qui en sont la conséquence comme une fatalité.

Pourtant, des dizaines de millions de salariés vont chaque jour au travail pour gagner leur vie, pas pour la perdre.

Lucien Déroit

Météo-France: le climat est dérégulé, le ministre aussi

Jeudi 18 août, un orage exceptionnellement violent a frappé la Corse. Il a causé six morts, vingt blessés et des dégâts importants, privant 45 000 foyers d'électricité.

Le ministre de l'Intérieur, Darmanin, a jeté ses foudres sur Météo-France, qui n'avait pas prévu l'ampleur de l'orage. Il a appelé à une enquête pour déterminer les responsabilités. C'est pourtant le gouvernement dont il est membre qui a supprimé des moyens à Météo-France. En dix ans, l'État a réduit sa subvention de 20 %, supprimant 600 emplois et fermant les

deux tiers des implantations territoriales. Ces dernières années, plusieurs grèves ont eu lieu pour contester ces suppressions de postes.

Les moyens humains manquent à Météo-France pour analyser les différents scénarios proposés par les modèles numériques, en fonction des données récoltées par les satellites et les stations

terrestres. Pourtant, personne ne peut ignorer que le dérèglement climatique provoque de plus en plus d'événements catastrophiques, qu'il faudrait prévoir au mieux pour s'en protéger.

Face aux incendies, plutôt que de donner des moyens pour l'entretien des forêts et pour les pompiers, Darmanin veut repeindre 3 000 gendarmes en vert pour faire la chasse aux pyromanes. Et voilà que, pour les orages, il ordonne des enquêtes sur les météorologues! Le vent



Orage en Corse.

souffle en rafales, mais le gouvernement part en guerre contre les moulins à vent, pour faire oublier

les économies qu'il impose à ceux dont le métier est de protéger la population.

Célia Morin

QUI SOMMES-NOUS?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 0148108620 - SARL au capital de 7622,45 euros, durée quatre-vingt-dix-neuf ans à partir du 1^{er} janvier 2020 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12000 exemplaires. Impression: Paris Offset Print - 30 rue Raspail - 93120 La Courneuve - Commission paritaire des publications n° 1024 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal août 2022.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Soutenir financièrement Lutte ouvrière

Lutte ouvrière ne peut compter, pour exister, éditer des affiches, des tracts, financer les campagnes électorales et toutes ses interventions, que sur ceux qui sympathisent avec son combat. C'est pourquoi nous faisons appel à vous. On peut nous soutenir financièrement par carte bancaire sur notre site ou nous adresser un don par chèque libellé à l'ordre de : Association de financement du parti Lutte ouvrière, en les remettant à un militant ou en les envoyant à l'adresse suivante : LUTTE OUVRIÈRE BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX. Merci d'indiquer lisiblement vos nom, pré-

nom et adresse, pour permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit. En effet, les dons à un parti politique donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme. Seuls les dons inférieurs à 150 euros peuvent être versés en espèces. Ces dons en espèces donnent lieu à un reçu, comme tous les autres dons, mais n'ouvrent pas droit à une réduction fiscale. Une personne physique ne peut verser

un don que si elle est de nationalité française ou si elle réside en France. L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. L'article 11-4 de la loi du 11 mars 1988 précise que les dons et cotisations d'une personne physique à un ou plusieurs partis politiques sont plafonnés à 7 500 euros par an. L'article 11-5 de cette loi dispose que « ceux qui ont versé des dons à un ou plusieurs partis politiques en violation de l'article 11-4 sont punis d'une amende de 3 750 euros et d'un an d'emprisonnement ».



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom
 Adresse
 Code postal Ville
 Ci-joint la somme de :
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière : à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
Destination	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	25 €	50 €	18 €
Outre-mer avion	33 €	65 €	20 €
Reste du monde	43 €	85 €	25 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet
www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
contact@lutte-ouvriere.org
Vidéos www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Audio-LO www.lutte-ouvriere-audio.org

Grande-Bretagne : la vague de grèves prend de l'ampleur

Les grèves qui ont commencé au début de l'été se multiplient outre-Manche, la plupart du temps pour des augmentations de salaire. Il faut dire que l'inflation, aujourd'hui de 12 %, le plus fort taux des pays riches, devrait atteindre 18 % en janvier prochain, que les salaires ne suivent pas, et que les capitalistes font des profits exceptionnels.

Par exemple, l'entreprise DP World vient d'annoncer des bénéfices en hausse de plus de 50 % et atteignant en un semestre 721 millions de dollars, soit autant d'euros. Or en mars dernier P&O Ferries, filiale de DP World, avait licencié sans préavis 786 salariés, en expliquant que la viabilité de l'entreprise était en jeu et en remplaçant les travailleurs licenciés par d'autres issus de pays pauvres, payés deux à trois fois moins cher.

Les 18, 19 et 20 août, les grèves des transports ont été largement suivies. Les lignes de chemin de fer concernées et les transports londoniens étaient paralysés. Ce succès était attendu : en juillet, dans le cadre des consultations auxquelles les syndicats sont contraints pour déposer un préavis,

86 à 99 % des cheminots consultés avaient voté pour la grève. Ces grèves rencontrent le soutien de la population, y compris parmi les usagers.

Dimanche 21 août, environ 2000 dockers du port de Felixstowe, dans le Suffolk, par lequel transitent 40 % du trafic de conteneurs du pays, se sont mis en grève pour huit jours. C'est la première grève depuis trente ans : les dockers exigent plus que les 7 % d'augmentation proposés par la direction, largement en dessous de l'inflation. L'entreprise qui gère ce port a fait 240 millions de livres de profits en 2020 et 2021, et aurait largement les moyens d'accorder les augmentations demandées.

72 % des postiers ont participé à la consultation

organisée par leur syndicat, et 99 % des votants se sont prononcés pour la grève, qui commencera les 28 et 31 août. À Édimbourg, les éboueurs sont en grève depuis une semaine. Les travailleurs du NHS, le système national de santé, des collectivités locales et de l'éducation, sont également en train de voter sur une grève pour septembre. Même les avocats pénalistes d'Angleterre et du pays de Galles, qui réclament une augmentation de 25 % de la rémunération de l'aide légale versée aux avocats commis d'office, ont voté une grève illimitée à partir du 5 septembre.

Ces différentes grèves sont organisées sans coordination et de façon bureaucratique, ce qui les prive d'une force qui poserait d'autres problèmes au gouvernement et au patronat. Dans les chemins de fer par exemple, les trois syndicats posent des préavis à des dates différentes. Un des arguments est que cela multiplie les jours où le trafic est perturbé, à moindres frais pour les grévistes. Mais,



La gare de Waterloo, à Londres, fermée pour cause de grève, le 18 août.

en réalité, cette dispersion freine la dynamique du mouvement en cours.

Signe que le mécontentement est pourtant fort, des grèves sauvages se sont produites dans des secteurs où les syndicats sont moins présents. Chez Amazon, des salariés ont cessé le travail, refusant l'augmentation de 35 pence de l'heure (70 euros par mois) proposée par la direction, alors que l'entreprise vient de faire 20 milliards de livres (24 milliards d'euros) de chiffre d'affaires au Royaume-Uni en un semestre. Ils réclament 2 livres de plus par heure, soit 400 euros par mois. Dans le raffinage et le bâtiment, d'autres grèves sauvages se sont produites en août.

Le gouvernement est aux abonnés absents, et le Premier ministre démissionnaire, Boris Johnson, est en vacances en Grèce. Mais Liz Truss, candidate à la direction du Parti conservateur et qui espère donc devenir Première ministre le 5 septembre, singeant son idole, Margaret Thatcher, annonce qu'elle s'attaquera aux « syndicalistes qui

prennent le pays en otage ». Cette politicienne réactionnaire, qui avait écrit un livre-programme sur comment rendre sa grandeur au pays en s'en prenant à sa main-d'œuvre paresseuse, promet un service minimum dans les transports et des conditions plus restrictives dans les consultations que les syndicats doivent organiser avant toute grève.

Quant à la direction du Parti travailliste, dont les syndicats sont pourtant les principaux bailleurs de fonds, elle ne veut surtout pas afficher de soutien aux grévistes, et tient à faire la preuve de sa responsabilité pour l'alternance. Un député travailliste a récemment été sanctionné par le dirigeant Keir Starmer, pour le simple fait d'être allé sur un piquet de grève.

Pour que les travailleurs britanniques imposent leur droit à une vie digne, espérons que cette vague de grèves prenne encore de l'ampleur, et que les grévistes ne se laissent, ni impressionner par le zèle du gouvernement à l'égard des capitalistes, ni abuser par leurs faux amis travaillistes.

Michel Bondelet



Devant la gare de Hull, dimanche 14 août, sur le piquet de grève du RMT.

Migrants : à bas les frontières !

Des centaines de milliers de migrants veulent désespérément rejoindre la Grande-Bretagne. 1 300 ont encore tenté la traversée lundi 21 août.

Pour eux, Calais est bien souvent l'avant-dernière étape ; mais pas la plus facile. Car, si des bénévoles se dévouent pour leur procurer un minimum d'eau, de pain et d'abri, les autorités font au contraire tout pour leur rendre la vie impossible.

Le préfet du Pas-de-Calais, récemment nommé, a interdit la distribution de vivres dans certaines rues. Les bénévoles en seront quittes à se déplacer. Mais ils ne cesseront pas leurs activités, tenant heureusement plus à la solidarité humaine qu'au respect

des élucubrations de basse police.

Quant aux migrants, ils n'ont de toute façon pas le choix. Fuyant la misère et souvent la guerre, prêts à affronter tous les dangers, ils ne vont pas s'arrêter devant la casquette du Préfet, ni même devant ses policiers. Au-delà de ce lamentable épisode et de tous les autres, à toutes les frontières, devant toutes les barrières et tous les murs du monde, tous doivent pouvoir circuler librement, et pas seulement les milliardaires !

P. G.



Été 2022 : Lutte ouvrière à votre rencontre

Ain

Jeu 25 août : Oyonnax

Vend 26 août :

Bourg-en-Bresse

Samedi 27 août :

Bourg-en-Bresse

Bretagne

Jeu 25 août : Lanester

Vend 26 août : Vannes

Samedi 27 août : Lorient

Charente-Atlantique

Jeu 25 août :

Saintes

Vend 26 août : Rochefort et Tonnay-Charente

Samedi 27 août :

Rochefort

Côte d'Azur

Jeu 25 août : Nice

Vend 26 août :

Toulon

Samedi 27 août : Toulon

Pays de la Loire

Jeu 25 août :

Nantes/Ancenis

Vend 26 août :

La Roche-sur-Yon

Samedi 27 août :

Nantes/Rézé

Yvelines/Eure

Eure-et-Loir

Jeu 25 août : Dreux

Vend 26 août :

Chartres

Samedi 27 août :

Lucé/Mainvilliers

Toulouse et environs

Jeu 25 août : Colomiers

Vend 26 août : Auterive

Samedi 27 août : Muret et Colomiers